

## Recherches sociographiques



# Micheline D'ALLAIRE, *Vingt ans de crise chez les religieuses du Québec, 1960-1980*

Micheline Dumont

Volume 26, numéro 1-2, 1985

Situation de la recherche sur le « Canada français », 1962-1984 I

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056157ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056157ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

### ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce compte rendu

Dumont, M. (1985). Compte rendu de [Micheline D'ALLAIRE, *Vingt ans de crise chez les religieuses du Québec, 1960-1980*]. *Recherches sociographiques*, 26(1-2), 291–293. <https://doi.org/10.7202/056157ar>

conservateur. (Comité des dépenses électorales, *Étude du financement des partis politiques canadiens*, Ottawa, Imprimeur de la reine, 1966.) Ils travaillèrent régulièrement (l'auteur frise la flatterie en écrivant qu'ils travaillèrent « durement ») et surent éviter tant la concurrence trop aiguë dans le marché de la bière que le monopole complet. Une situation dominante dans un oligopole concentré et stable leur suffisait.

L'ouvrage est dans l'ensemble bien écrit, de lecture agréable, quoiqu'il aurait pu être réduit d'un tiers sans rien y perdre. Les longues citations de lettres et de documents familiaux sont souvent fastidieuses et le lecteur a tendance à sauter par-dessus. Le principal mérite du livre est le choix du sujet. Avec les Eaton, les Webster ou les MacLaren, les Molson sont parmi les plus anciennes dynasties de la classe capitaliste autochtone. Ils sont, en fait, l'un des rares reliquats du XVIII<sup>e</sup> siècle. À ce titre-là, ils méritaient au moins un livre.

Jorge NIOSI

*Département de sociologie,  
Université du Québec à Montréal.*

Micheline D'ALLAIRE, *Vingt ans de crise chez les religieuses du Québec, 1960-1980*, Montréal, Bergeron, 1983, 564p.

Une impression insistante veut que maintenant, en 1985, il n'y ait presque plus de religieuses au Québec. Elle est venue remplacer tout naturellement celle qui l'avait précédée, avant la révolution tranquille : que les religieuses étaient omniprésentes dans la société québécoise. Ces deux impressions, on s'en doute, sont partiellement fausses. La visibilité des religieuses avant les années soixante s'est trouvée exagérée, entre autres du seul fait de leur costume anachronique, tout comme leur invisibilité actuelle est tributaire des nouveaux rôles que les religieuses remplissent, le plus souvent en costume laïc. Mais ces deux impressions correspondent évidemment à une réalité bien concrète. Les religieuses québécoises étaient au nombre de 47 000 environ en 1961. Elles ne sont plus qu'environ 26 300 en 1981, dont près de 40% ont plus de soixante-cinq ans et vivent dans la retraite de leurs maisons mères. Il reste qu'on compte encore au Québec plus de 12 000 religieuses actives dans l'enseignement, le service social et la pastorale. Entre ces deux dates, on peut parler de *Vingt ans de crise chez les religieuses du Québec* et c'est sur cette importante question que Micheline D'Allaire a publié une monumentale étude de 564 pages.

Au delà des bouleversements structureaux, doctrinaux, sociaux et idéologiques qui ont affecté les membres des congrégations féminines, c'est l'expérience vécue par ces milliers de femmes que l'auteur a voulu analyser. Son étude, en effet, repose sur une centaine d'entrevues en profondeur avec des religieuses-cadres (supérieures générales, secrétaires générales) et des religieuses sans titre spécial en provenance de quarante-cinq congrégations distinctes. À ce corpus se sont ajoutés des entretiens avec au moins une ex-religieuse par congrégation. L'étude est basée également sur un examen attentif des textes récents les plus pertinents provenant des congrégations elles-mêmes, notamment les enquêtes de la Conférence religieuse canadienne, les publications de la série *Donum Dei* et les documents suscités par Vatican II. L'auteur cite abondamment les témoignages qu'elle a recueillis, ce qui nous vaut des détails inédits sur plusieurs aspects de la vie religieuse. Malheureusement, la transcription des entrevues est très négligée. (Une notice avertit d'ailleurs le lecteur que la seconde édition sera corrigée.) Ce corpus gigantesque demandait beaucoup de courage et de doigté. Courage pour utiliser systématiquement comme matériau principal une source peu utilisée en

histoire : l'entrevue. (Jusqu'à maintenant, les historiens ont surtout utilisé l'histoire orale comme technique d'appoint, à côté des sources écrites.) Doigté pour assurer la présentation de ces témoignages en respectant le caractère très personnel de chaque confidence et le rôle informatif qu'on veut lui faire jouer. Micheline D'Allaire a réussi ce pari : son livre est bouleversant, respectueux et rempli de renseignements.

Le plan adopté pour présenter tant d'informations est plutôt linéaire. On aborde successivement : 1. les éléments de la tradition (le cadre social, la vocation, les vœux, la règle); 2. les facteurs de la crise (la laïcisation de la société, Vatican II, les nouvelles valeurs); 3. les conséquences qui en ont résulté (la mise en échec de l'autorité, les transformations de la vie communautaire et de l'habit religieux, les départs, le vieillissement des effectifs). Pour des raisons évidentes, l'auteur n'a pu analyser le phénomène du tarissement des vocations. La conclusion, très pessimiste, suggère comme probable la disparition des congrégations, à moins que ne se concrétisent rapidement de nouvelles formes de vie spirituelle et apostolique. Ce plan s'imposait en quelque sorte et se trouve à aborder les points les plus importants de la crise des religieuses. Mais on peut regretter que cet ensemble si riche d'informations et de témoignages ne dépasse guère le niveau de la description.

L'auteur utilise soit le cadre de la laïcisation de la société québécoise, soit celui de la transformation de l'esprit religieux pour expliquer la crise des religieuses. Or cette crise s'est produite dans toute la société et dans toutes les Églises. Elle a affecté les congrégations tant masculines que féminines et bien d'autres structures sociales. Par ailleurs, le phénomène des congrégations religieuses féminines au Québec a donné lieu à des modalités qui se retrouvent ailleurs mais qui ont pris ici une envergure exceptionnelle. (Voir, à ce sujet : Claude LANGLOIS, *Le catholicisme au féminin. Les congrégations françaises à supérieure générale au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Cerf, 1984 ; notamment, pp. 310-311.) Aussi, la différence entre religieuse et religieux ne saurait s'expliquer que par une mince et fragile allusion à la psychologie féminine (p. 535). Micheline D'Allaire, dans sa dernière phrase, glisse l'allusion que les religieuses ont été des « féministes avant la lettre » ; rien dans son analyse ne justifie l'utilisation de ce mot. Pourtant les témoignages cités foisonnent de déclarations féministes qu'elle ne souligne jamais. Pourtant, le recours à certains concepts de l'analyse féministe (la subordination des femmes, l'invisibilité et la gratuité du travail des femmes, considéré comme allant de soi, la conquête de l'égalité, l'oppression du corps des femmes, etc.) lui aurait permis d'aller plus loin et de contribuer davantage à dégager ses explications des schémas souvent limitants de la sociologie traditionnelle.

Par contre, le rôle de Vatican II sur la vie interne des congrégations est mis en lumière avec adresse. De toute évidence, l'auteur a mieux réussi à documenter ce volet du contexte de son étude que celui des modifications qui ont affecté certaines structures de la société québécoise. Notamment, les explications sur le système de santé ou le système d'éducation nous laissent sur notre faim.

On note également que l'historienne, tout comme ses informatrices, a du mal à aborder l'aspect spirituel de la question. Le questionnaire utilisé, manifestement, se concentrait sur le côté « humain » de l'expérience religieuse. Il reste que cet aspect spirituel semble s'évacuer très facilement, à moins que les témoignages n'aient été systématiquement amputés de ce contenu. Si tel est le cas, on doit le regretter. Par ailleurs, les différences canoniques entre les répondantes (ordre de moniales cloîtrées, congrégations à supérieures majeures, instituts séculiers, religieuses à vœux solennels, congréganistes à vœux simples), différences que le vocabulaire courant ignore systématiquement, ne sont jamais signalées dans les témoignages. Il nous arrive de le regretter. On peut penser cependant que l'auteur a choisi de procéder ainsi pour respecter l'anonymat de ses interlocutrices.

C'est malgré tout un ouvrage important que nous a livré Micheline D'Allaire. En effet, c'est l'expérience quotidienne, concrète, vivante des religieuses québécoises, depuis un demi-siècle, qui ressort, au delà du cadre historique proposé par l'historienne. Il est possible, à partir des

témoignages révélés, d'appréhender de l'intérieur le monde complexe des congrégations religieuses féminines. Ce livre illustre sans équivoque à quel point les femmes ont pu être flouées par les cadres institutionnels de l'univers religieux.

Micheline DUMONT

*Département d'histoire,  
Université de Sherbrooke.*

Dominique GAUCHER, *Le maternage mal salarié. Travail sexué et discrimination salariale en milieu hospitalier*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1983, 259p. (« Le Travail ».)

L'intention de l'ouvrage de Gaucher est de mettre en relief le rapport entre discrimination salariale de la main-d'œuvre féminine hospitalière et division sexuelle du travail, elle-même conçue comme le reflet « de la différence dans les rôles sociaux attribués aux deux sexes dans l'ensemble de la société ». (P. 17.) Cela présuppose l'identification de la catégorie la plus simple et la plus agissante de cet édifice social : *le travail sexué*. Or la mise en évidence de cette catégorie est d'autant plus difficile à réaliser que les modèles sociaux circonscrivant « les genres masculin et féminin », en se matérialisant dans le tissu social, tendent, avec le développement du capitalisme, à fonctionner « en constante imbrication ». Il faut donc chercher à déceler *cette dualité du genre* — fondement du travail sexué — à partir « d'un univers plus simple et moins fragmenté que la société actuelle ». « La société paysanne » devrait, selon l'auteur, nous livrer le secret du clivage entre les sexes, dans la mesure où « hommes et femmes se partageaient — au sein même d'un univers familial — les tâches de survivance ». (P. 23.) Ainsi posées, ces prémisses analytiques vont être enrichies par des déterminations tirées des rapports de travail de l'unité familiale paysanne de la fin du siècle dernier. Il s'en dégage cinq caractéristiques que j'annonce brièvement.

Un premier élément, c'est la division des tâches. En dépit du fait qu'elle mette à contribution aussi bien le travail des femmes que celui des hommes, « la famille paysanne » produit un clivage associant « aux femmes le soin des personnes et aux hommes, les travaux des champs et l'élevage ». Cette différenciation n'a pas été dépassée par le développement du capitalisme au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Au contraire, en dissociant complètement l'univers domestique de l'univers social, le capitalisme ne fait qu'approfondir davantage ce clivage : « Le père assure la sécurité économique et la mère, la sécurité affective. » (P. 36.)

Un second élément, c'est la « fragmentabilité » du travail. Le travail féminin est non fragmenté. Cette globalité du rôle serait, selon l'auteur, « indispensable à la fabrication du climat psychologique que l'on attend de la famille, et plus particulièrement de la mère ». Troisième élément : le savoir-faire ou les compétences pour exercer le travail. Vu la présence très marginale de l'école, l'apprentissage était essentiellement dû à la socialisation ; il semble assez évident qu'il se fait avec le parent du même sexe. Par exemple : « [la mère] apprendra petit à petit à ses filles les techniques de son occupation et tous les aspects de son rôle. » (P. 39.) L'exercice du pouvoir est un quatrième élément. Si le « pouvoir intérieur » est réservé aux femmes et le « pouvoir public » est attribué de l'homme-curé, il demeure néanmoins que l'autorité est toujours « du ressort des hommes ». (P. 43.) L'autorité du père dans la famille moderne « persiste, mais par tradition, et c'est encore la mère qui exerce effectivement le pouvoir dans la famille ». (P. 44.)

Un dernier élément, c'est le rapport à l'espace. La stabilité est l'attribut par excellence du rapport féminin à l'espace, pendant que les hommes expriment la mobilité spatiale, le mouvement.